

Yaël Braun-Pivet, première femme élue au perchoir

La députée LREM Yaël Braun-Pivet a été élue hier présidente de l'Assemblée nationale. C'est la première femme à occuper cette fonction sous la V^e République.

« **D**ébatte plutôt que de nous battre », a lancé Yaël Braun-Pivet, lors de la séance inaugurale à l'Assemblée nationale. Avocate pénaliste novice en politique en 2017 lorsqu'elle s'était fait élire députée macroniste, elle avait auparavant été adhérente du PS. Présidente de la Commission des lois, elle était devenue ministre des Outre-mer le mois dernier.

En citant certains de ses illustres prédécesseurs au perchoir, notamment Richard Ferrand – auquel elle succède – mais aussi Simone Veil, qui présida le Parlement européen, la nouvelle titulaire du perchoir a appelé à ce que l'Assemblée élue le 19 juin et qui a « le visage de la France », « sorte de ses murs ».

« La présidence LREM élue avec l'abstention du RN »

Faute de majorité absolue, l'hémicycle a dû procéder à un second tour, au terme duquel elle a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés (242 voix), après que le candidat présenté par le Rassemblement national, Sébastien Chenu, a décidé de retirer sa candidature et que des députés se sont abstenus... évitant un troisième tour symbolique. « La présidence LREM élue avec l'abstention du RN... un moment de honte est vite passé ? Bien-

venue dans le monde d'un pouvoir battu dans les urnes qui se maintient avec des petits arrangements d'amis », a cinglé Jean-Luc Mélenchon, chef de file de la Nupes. « Je sais que tu auras à cœur de garantir dans cette Assemblée le respect du pluralisme et le dialogue, au service de nos concitoyens », a commenté sur Twitter la Première ministre, Elisabeth Borne.

Bataille pour la commission des finances

Dans les jours à venir seront encore attribuées les présidences des principales instances de l'institution, dont la commission clef des Finances ce jeudi, que se disputent la Nupes – qui a choisi l'Insoumis Éric Coquerel – et le RN, pour une bataille qui promet d'être acharnée.

Borne poursuit ses tractations

Au moment où les travaux reprennent au Palais Bourbon, Elisabeth Borne poursuivait ses tractations pour éviter les blocages en l'absence de majorité absolue. Michèle Tabarot, réélue députée des Alpes-Maritimes, a pour sa part été de nouveau élue vice-présidente du groupe Les Républicains dans l'hémicycle. « Nous serons une opposition responsable, constructive mais aussi intransigente », a-t-elle déclaré.



Yaël Braun-Pivet remplace Richard Ferrand à la présidence de l'Assemblée nationale, devenant ainsi le quatrième personnage de l'Etat. (Photo EPA)

La gauche fustige la référence à l'Algérie française du doyen RN

Moment « gênant », député « heurté », « dégouté » : plusieurs élus de la coalition de gauche Nupes ont fustigé la référence à l'Algérie française dans le discours inaugural du doyen RN de l'Assemblée nationale José Gonzalez, 79 ans, en ouverture de la nouvelle législature. Dans une brève allocution, l'élus des Bouches-du-Rhône, pied-noir né à Oran, a évoqué sa terre natale à laquelle il a été « arraché ». « J'ai laissé là-bas une partie de ma France et beaucoup d'amis », à l'indépendance de l'Algérie en 1962, a-t-il affirmé, s'interrompant un instant sous le coup de l'émotion. Une fois descendu du perchoir, il en a rajouté une couche : « Venez avec moi en Algérie, je

vais vous trouver beaucoup d'Algériens qui vont vous dire "quand est-ce que vous revenez, vous, les Français ?" », a-t-il expliqué à des journalistes, salle des Quatre Colonnes. Alors qu'on lui demandait si la France avait commis des crimes en Algérie – Emmanuel Macron avait qualifié en 2017 la colonisation de « crime contre l'humanité » –, Gonzales a répondu : « Non, et certainement pas des crimes de guerre. » Même question au sujet de l'Organisation armée secrète (OAS) – des terroristes de l'Algérie française – même réponse : « Non, je ne suis pas là pour juger si l'OAS a commis des crimes ou pas. L'OAS, je ne sais même pas bien ce que c'était. »

Covid-19 : Borne recommande à son tour le masque dans les lieux clos et « de promiscuité »



Elisabeth Borne a demandé hier aux préfets et autorités sanitaires

d'encourager le port du masque « dans les lieux de promiscuité » et « espaces clos », en particulier « les transports en commun », face au regain de cas de Covid-19, a annoncé Matignon.

Le constructeur des maisons Phénix en liquidation

Symbole des Trente Glorieuses, les maisons Phénix vont disparaître. Leur constructeur, le groupe Geoxia, a été placé en liquidation judiciaire, laissant plus de 1 100 salariés menacés par le chômage. Faute d'un reprenneur pour l'activité de Geoxia, le tribunal de commerce de Nanterre a placé en liquidation 14 des 17 sociétés du groupe.

Fin de la redevance : grève « massive » sur les télévisions et radios publiques, inquiètes pour leur avenir

Refus de la suppression de la redevance, craintes plus larges face à des projets gouvernementaux jugés flous... Les radios et télévisions de l'audiovisuel public ont fait une grève « massive » hier, avant des échéances politiques déterminantes pour leur avenir.



L'ÉDITO de CHRISTIAN HUULT

Rédacteur en chef edito@nicematin.fr

La femme est l'avenir de l'homme

Emmanuel Macron a dû réviser son Jean Ferrat. En installant trois femmes à la tête de trois des plus hautes fonctions de l'exécutif, le président de la République met enfin en adéquation la parole et les

actes, lui qui militait dès 2017 pour une plus juste parité en politique. Les trois guerrières qui l'entourent désormais – aux profils et sensibilités différents – pourraient bien donner du fil à retordre à la très masculine garde rapprochée du chef de l'Etat. Faut-il voir dans la nomination-confirmation d'Elisabeth Borne à Matignon, dans l'élection de Yaël Braun-Pivet au perchoir et dans le choix d'Aurore Bergé à la tête des députés marcheurs, une démarche de circonstance ? Le doit-on à la discrète influence de Brigitte Macron, dont on dit souvent qu'elle « sent » mieux battre le pouls de l'opinion publique que son président de

mari ? Ou bien encore à quelques vieux renards de la macronie qui, avec vice, auraient poussé les candidatures de ces dames pour les envoyer au casse-pipe et mieux leur succéder ensuite ? S'il y a sûrement un peu de tout cela, ce serait faire injure à l'intelligence et à la compétence de celles qui ont dorénavant pour tâche de concourir au redressement du pays. En lui donnant un nouveau cap pour l'une,

« Les trois guerrières qui l'entourent pourraient bien donner du fil à retordre à la très masculine garde rapprochée du chef de l'Etat »

en faisant vivre le débat parlementaire dans le respect des institutions pour l'autre, en disciplinant un groupe de députés qui ne doivent plus apparaître comme de simples « Playmobil » aux yeux des Français pour la dernière. Lourde tâche que ces trois femmes de caractère sont prêtes à relever. Chacune dans son style. Main de fer dans un gant de velours pour la (trop ?) technocrate Première ministre,

plus en douceur pour la diplomate présidente de l'Assemblée qui a su faire taire les oppositions à la commission des Lois. Toutes deux, plutôt classées à gauche, devront aussi jouer les bons offices auprès des députés écologistes et socialistes Macron-compatibles. Quant à l'ancienne LR Aurore Bergé, elle devra chercher dans son ancien camp quelques alliés de circonstance pour trouver une majorité aujourd'hui toute relative. Pour Emmanuel Macron et ses « drôles de Dames », l'enjeu est de taille. Si la femme est l'avenir de l'homme, le trio Borne / Braun-Pivet / Bergé tient en partie celui d'Emmanuel Macron entre ses mains.